

Le fascisme n'est pas le contraire de la démocratie mais son évolution par temps de crise. Bertolt Brecht

le Journal des Retraité·e·s de Chaumont

 <https://www.facebook.com/syndicat.cgt.retraites.chaumont/>



Syndicat **CGT** des retraités de Chaumont - 24 avenue du Général Leclerc 52000 Chaumont - **N° 373** - **Samedi 20 janvier 2024**



DEUX RENDEZ-VOUS : **POUR LA PAIX** **ET POUR LES LIBERTÉS** (LIRE PAGE 4)

L'urgence : augmenter les retraites

Les retraites de base doivent être augmentées de 5,3 % au 1er janvier 2024 en application des dispositions du code de la Sécurité sociale, ce qui mettrait à niveau le montant des pensions par rapport à l'inflation en 2023 mesurée par l'indice Insee. **Aucune revalorisation n'est annoncée au titre de l'année 2024.** Ainsi, dès le début de l'année, les pensions vont recommencer à s'éroder.

Les retraité·e·s voient leur pouvoir d'achat, toujours en retard sur l'inflation, se rabougrir année après année à tel point qu'une majorité d'entre eux est contrainte de faire des choix dans ses dépenses (alimentation, énergie, logement, santé, transports, ...).

Les derniers chiffres de l'évolution des [prix des rayons des grandes surfaces communiqués par Que Choisir](#) sont éloquentes et démontrent si besoin était que les 5,3% d'augmentation ne font pas l'affaire : épicerie salée +12% en un an et + 23% en deux ans ; épicerie sucrée + 12% en un an et +34% en deux ans ; charcuterie +12% en un an et + 28% en deux ans ; produits laitiers + 6% en un an et + 27% en deux ans ; poisson + 9% en un an et + 27% en deux ans ; fruits et légumes +3% en un an et + 17% en deux ans.

Il faut y ajouter les hausses des loyers, des mutuelles, des carburants et le dernier coup de massue avec l'augmentation du prix de l'électricité de 10% au 1er février, après 15 % en 2023.

L'insuffisance des revalorisations des retraites de base et complémentaires ces dernières années a généré de nouvelles baisses du revenu des retraités. En 2023, 50 % des 17,3 millions de retraité·e·s ont des pensions en dessous du Smic et 1,4 million sont considéré·e·s comme pauvres. Le taux de pauvreté des retraités, notamment parmi les femmes est en constante augmentation depuis des années.

Une chose est certaine, il va nous falloir lutter haut et fort et battre le pavé pour contraindre gouvernement et patronat à augmenter significativement les retraites de base et complémentaires.

SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS DE CHAUMONT

PAGE 2

CHAUMONT : LA LUTTE CONTRE L'HABITAT INDIGNE N'EST PLUS UN "ENGAGEMENT FORT", NI DE LA PRÉFÈTE, NI DE L'ÉTAT.

PAGE 3

**DES RAILS, LE BILLET À BB.
CONFÉRENCE DE PRESSE DE MACRON :
L'ART DE NOYER LE POISSON.**

HAUTE-MARNE : LA MÉTHODE LACROIX.

POROSITÉ PARTAGÉE...

L'info a presque fait le tour de France pour faire étape en Haute-Marne. L'ancien chef de cabinet de Nicolas Lacroix a rejoint le RN. Certains parlent de trahison, d'autres d'un simple réajustement dans une droite où tout devient extrêmement extrême. Sido danse déjà le *tango de Rolampont* avec Bentz et à l'Assemblée nationale, tout baigne. Renaissance, LR et RN s'entendent comme larrons en foire pour tondre la laine ou le peu qu'il en reste sur le dos des chômeurs, des allocataires du RSA, des plus pauvres en général.

Belle entente qui atteint le plafond avec la loi scélérate sur l'immigration. Adieu le droit du sol, ciao la Marseillaise, good bye la liberté, l'égalité et la fraternité...

Sans pour autant absoudre le renégat il convient aussi de préciser que certaines mesures prises par le président du Conseil départemental (on pense au RSA...) mériteraient l'étiquette made in extrême droite...

RACHID R

> Chaumont

LA LUTTE CONTRE L'HABITAT INDIGNE N'EST PLUS UN "ENGAGEMENT FORT", NI DE LA PRÉFECTURE, NI DE L'ÉTAT

En 2023, nous avons alerté la préfète, Mme Cornet, sur les problèmes de la tour d'Ashton (éclairage des communs, porte d'entrée ouverte à tous les vents...). Celle-ci nous avait répondu le 9 janvier 2023 en nous affirmant qu'elle prenait en compte nos remarques et "nous assurait que que la lutte contre l'habitat indigne constituait un engagement fort de l'État dont l'enjeu était d'améliorer les conditions de vie dans les logements". Elle nous proposait même "d'organiser un point particulier avec le bailleur". Fin 2023, les mêmes problèmes dans le même immeuble n'étant toujours pas résolus, nous avons adressé un courrier à la nouvelle préfète, Mme Pam.

Ce 9 janvier 2024, un an jour pour jour après le précédent courrier préfectoral, Mme Pam nous répond que les problèmes d'éclairage dans les communs sont résolus (ce qui est vrai pour l'instant), et, si la porte d'entrée couplée à l'interphonie est toujours hors d'usage, "malgré de multiples réparations", ce serait "le fait de malveillances ou d'une mauvaise utilisation".

Comme toujours, tous les dysfonctionnements seraient dus aux locataires ! Je l'invite à constater le "jour" qui existe entre l'encadrement de la porte et le mur, où le vent s'engouffre et souffle dans le hall d'entrée. Les locataires, si malveillants, auraient donc réussi à desceller la porte du mur ? Ce problème relève plutôt de la vétusté de l'immeuble, dont des balcons s'effritent et qui est protégé depuis des années par des barrières. Mais ce qui nous surprend le plus, dans ce courrier, c'est qu'il n'y a plus un mot sur "l'engagement de l'État contre l'habitat indigne". Avec plus de 4,1 millions de personnes sans logement décent en France, le gouvernement Macron-Attal vient de supprimer le ministère du Logement, traduisant son mépris pour les locataires qui vivent dans le froid, les moisissures, les infiltrations...

Mépris que la préfète reprend à son compte...

Marie-Rose Patelli

PERDRE SA VIE À LA GAGNER

Les chiffres sont éloquentes : entre 2017 et 2019, les accidents du travail ont augmenté de 33%. Cela s'explique par la suppression des comités d'hygiène et de sécurité (CHSCT) en 2017. Les 4 critères de pénibilité ont aussi été supprimés par Macron, alors qu'à 53 ans, 70% des salariés du bâtiment ont au moins un symptôme invalidant et 80% des travailleurs de ce secteur n'arrivent pas à la retraite. Ce sera pire avec une retraite à 64 ans ! La France fait figure de cancre de l'Europe avec en moyenne 2500 accidents du travail et 2 morts par jour, tous secteurs confondus. Voilà la réalité du travail en France !

PRENEZ CONTACT/ADHÉREZ

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

MAIL : TÉLÉPHONE :

Mail secretariat@cgtretraites-chaumont.fr Téléphone 06 79 61 00 78

SYNDICAT **CGT** DES RETRAITÉS DE CHAUMONT
24 AVENUE DU GÉNÉRAL LECLERC - 52000 CHAUMONT

FÉVRIER 2024, ENCORE 10% DE HAUSSE DE L'ÉLECTRICITÉ

L'électricité, notre bien public, est devenue un bien de marché échangé sur les places boursières. Son prix, aligné sur le prix du gaz, est une escroquerie car cette énergie provient largement du nucléaire et des renouvelables, notamment l'hydraulique. L'envolée des prix du gaz en 2021 a donc entraîné de fortes hausses des prix de marché de l'électricité, qui se répercutent ensuite sur les consommateurs. Pour les particuliers, la hausse est historique : après +4% en 2022, le tarif réglementé a connu une hausse de 15% en février 2023 et une autre de 10% en août. Soit presque +30% en deux ans. Une nouvelle hausse de 10% est prévue le mois prochain. Le bilan des deux dernières années est accablant : les factures des ménages et des entreprises ont flambé, l'Etat a dépensé sans compter pour les aider, et l'endettement d'EDF a explosé. Les seuls bénéficiaires de cette période sont les spéculateurs, les fournisseurs et les producteurs privés qui continuent à engranger des superprofits sur le dos des usagers...

LES BELLES FAMILLES

Amélie Oudéa Castéra, la nouvelle ministre de l'Education nationale, qui vient de se distinguer, est la fille de Richard Castéra, directeur de Publicis et haut fonctionnaire, et de Dominique Duhamel, directrice des ressources humaines. Elle est l'épouse de Frédéric Oudéa, président-directeur général de la Société Générale de 2008 à 2023 puis président de Sanofi à partir de mai 2023. On peut ajouter qu'elle est :

- la nièce d'Alain Duhamel qui sévit sur BFMTV,
- la nièce de Patrice Duhamel (frère du précédent) qui sévit sur LCI
- la nièce de Nathalie St Cricq (épouse du précédent) qui sévit sur France info
- la cousine de Benjamin Duhamel (fils des 2 précédents) qui sévit sur BFMTV
- la cousine par alliance d'Agathe Lambret (compagne du précédent) qui sévit sur France info

Un CV parfait pour retenir l'attention de Macron puisqu'elle n'a jamais exercé une quelconque fonction ayant le moindre rapport avec l'éducation ou l'enseignement...



L'ÉDUCATION, PRIORITÉ NATIONALE !

Des rails

“Le refus de se résigner peut stopper la machine grinçante du malheur et la lancer sur d'autres rails” (Gisèle Halimi)

L'actualité est toujours *riche* de l'anéantissement de la Palestine, de l'ulcère ukrainien ou de l'euthanasie de notre démocratie. J'aurais du grain à moudre avec la porte-parole (chargée du renouveau démocratique...) Prisca Thévenot qui n'a "*pas l'impression que le nouveau gouvernement soit de droite (ah bon !) quand la gauche s'assoit à gauche de l'hémicycle mais n'en porte pas les valeurs*". Serait-ce parole d'un évangile selon l'ange Gabriel, de cet Attal-là, Attila des champs catastrophiques pour nos justes aspirations ?

Lequel des nouveaux promus va sucer la fève de la plus sinistre connerie de l'épiphanie, jour des rois morts en Galilée ?

Pourtant, je vais encore sortir des sentiers battus et prendre le rail avec nostalgie. Au hasard d'une balade longeant une immense zone de triage désaffectée, j'assistai à la destruction d'un pont inutile devenu gênant et me revint la relation en novembre dernier du vol de 566 tonnes de rails entreposés dans l'ancienne gare de fret de Cahors.

Là-bas, comme un peu partout dans l'Hexagone, des montagnes d'acier abandonnées, ferrailles gisant dans des friches industrielles tragiques. Au plus fort de son développement, dans les années 30, le réseau ferré français compta plus de 63 000 kms de voies. Aujourd'hui, après 95 ans de fermetures successives, il en reste environ 27 500 exploités, plus de 6000 ponts ayant été détruits. Tout ça pour satisfaire à la politique nationale des transports sacrifiant le chemin de fer face à l'ogre routier quand on aurait pu et dû préserver à minima le transport de fret.

L'histoire n'est malheureusement pas terminée car de nombreuses lignes sont régulièrement menacées ou fermées. Imagine, Camarade ! combien nos anciens ont trimé à mains nues, avec comme maigre récompense le droit de manger un quignon et de chopiner la paye en fin de semaine, pour ancrer un pays industriel dans l'ère *moderne*, sauf à bâtir le socle du capitalisme affairiste, monstre sorti des rails de la vie du peuple.

Je me plais alors à penser aux grandes foules agitées par le travail ou la révolte, aux vibrations nocturnes du dépôt de Choignes quand les locomotives de retour soufflaient leurs entrailles pour répondre aux hurlements des sirènes d'usines gloutonnes avaleuses de sueur et de larmes de l'ouvrier.

Une société déraile quand les fils détruisent le travail des pères et ça m'attriste, mon Ami.

Bernard Blum - 17 janvier 2024

> conférence de presse de Macron

L'ART DE NOYER LE POISSON

Il y a cinq ans se tenait le « grand débat national », qui n'a débouché sur rien, si ce n'est, comme le rappelle l'Humanité, « des cartons de cahiers de doléances écrits dans le sillage des gilets jaunes qui prennent la poussière aux archives nationales et départementales ».

D'autres rendez-vous « nationaux » que l'on nous prédisait innovants ou révolutionnaires ont tous fait flop. On se souvient du fameux Conseil national de la refondation ou encore de cette nébuleuse que fut la « convention citoyenne pour le climat » mise en place pour tenter de couvrir une politique gouvernementale très polluante...

La méthode est connue, quand la colère gronde, que rien ne se passe comme prévu, c'est le cas avec le remaniement, il s'agit de faire diversion et, dans cet art-là, Macron excelle particulièrement.

Au lieu du « *grand rendez-vous avec la nation* » promis, Emmanuel Macron en a donc été réduit à un simple rendez-vous avec... des journalistes.

Le naturel revenant toujours au galop, il n'a pas manqué de dire qu'il allait continuer sa politique antisociale en détruisant ce qui reste du Code du travail. Et, comme le note Médiapart : « sur l'immigration, le travail ou les questions de genre le président de la République a livré un discours de droite ».

N'hésitant pas, comme pour l'immigration, à flirter avec le RN en s'emparant d'un de ses thèmes favoris : la natalité...

Dans ce fatras de propos convenus, on notera qu'il a réitéré son soutien à Depardieu, qu'il croit aux cérémonies de remise de diplômes « comme dans les séries américaines », a renouvelé sa confiance à Amélie Oudéa-Castéra, la nouvelle et déjà controversée ministre de l'Éducation et qu'il veut des cours de théâtre au collège. Petit clin d'œil à Brigitte ?

Grand décorum, plus de deux heures de temps d'antenne, pas moins de six chaînes pour retransmettre en prime time, comme on dit, cette conférence de presse qui, au total, ne devrait pas rester pas dans les annales de la Vème République.

Richard Vaillant

> HAUTE-MARNE

SOCIAL : LA MÉTHODE LACROIX

La méthode vient de haut, Macron et sa cour ne manquent pas d'idées pour affronter la grogne qui gagne face aux hausses inconsidérées des prix, notamment de l'alimentation, de l'énergie et globalement de tout ce qui relève des « frais pré-engagés et incompressibles ». Elles se résument à verser de petites compensations (chèques, remises et oboles variées), mais surtout tenir ferme pour contenir toute hausse directe des revenus. Et la méthode fait des émules localement.

Ainsi le président du Conseil départemental, qui considère que son élection, même indirecte, l'autorise à décider de tout, pour toutes et tous, a été amené à s'exprimer sur l'éventualité d'accorder la « prime inflation » recommandée, sans bourse délier, par le gouvernement. La réponse a été nette : c'est non... mais.

Mais, en « bon père » des agents du service public départemental, plutôt qu'argent sonnante et trébuchant, il a sélectionné lui-même les avantages en nature propres à convenir, sans autre forme de débat, à l'ensemble du personnel.

Pour ce qui est de se chauffer ou de s'alimenter, il faudra se satisfaire des 3,5 % de 2022 et des 1,5 % de 2023 de hausse du point d'indice. Avec de telles augmentations, ce ne sont certainement pas les avantages en nature qui rempliront le frigidaire, chaufferont le logement et combleront l'augmentation de l'électricité.

Bel exemple local de décision d'autorité qui écarte toute concertation.

G. Tardenois

> Loi immigration

“CE N’EST PAS ÇA LA FRANCE” *

Nous avons honte, honte, un sentiment d’humiliation et de culpabilité mêlées, de cette loi qui trahit les valeurs de la République. La haine, la stigmatisation, la punition écrasent les valeurs de solidarité, de liberté, d’égalité, identité de notre pays depuis la Révolution. L’ennemi est désigné, l’Étranger, le différent, l’autre et le plus faible, accusé et responsable de tous nos maux.

Allégeance à l’extrême droite, cette loi va avant tout aggraver encore les traumatismes de l’exil, augmenter le nombre des sans-papiers, en complexifiant les démarches administratives. Les quelques mesures de protection ou dites favorables à l’intégration sont nettement insuffisantes. L’approche sécuritaire et répressive qui associe immigration et délinquance nourrit la déliquescence sociale.

La Cimade, organisation qui défend les droits et la dignité des personnes opprimées et exploitées, alerte sur la complexité volontaire des mesures les plus dangereuses de cette loi. L’exigence du rehaussement du critère de maîtrise de la langue française, pour obtenir une carte de séjour, sans amélioration des moyens des centres de formation, ferait basculer des milliers de personnes dans encore plus de précarité. L’enfermement des adolescents en centre de rétention (alors qu’il devrait être interdit) est poursuivi, sans garantie des droits ou de soins, dans l’anonymat complet. La notion de menace de trouble à l’ordre public pourra être invoquée pour prononcer une OQTF (obligation de quitter le territoire français) et ferait tomber les quelques protections à l’expulsion, en particulier celles qui protègent les liens familiaux. La remise en cause de l’AME, (aide médicale de l’État), si elle était maintenue, poserait un problème de santé publique et exposerait des personnes fragiles à des risques de santé graves, au mépris de tout humanisme. La

régularisation par les métiers en tension, mesure hypocrite, est inapplicable sans la volonté des patrons de déclarer ces salariés, et perdre ainsi une main-d’œuvre à bon marché. Autant de bonnes

raisons pour se rassembler dimanche et avoir un peu moins honte.

Louis Laprade

*Sophie Binet secrétaire générale de la CGT

CONTRE LA LOI IMMIGRATION

DIMANCHE 21 JANVIER

MARCHONS POUR LA

LA LIBERTÉ L’ÉGALITÉ

LA FRATERNITÉ

CHAUMONT PLACE DE LA MAIRIE 11 H

MERCI À CELLES ET CEUX QUI AIDENT

LE JOURNAL DES RETRAITÉS

Notre appel à la solidarité financière pour le Journal est entendu. Merci à Xavier, Marine, Élise, Liliane, Anne et Frank, Josette, Mohamed, Patrice, Florent, Jean-Claude, Chantal, Christian, Luc, Gérard, Jean-Claude et Gillette, Richard, Mustafa, Jean-Louis, Francis, Michel, Christine, Lakdar, Alain, Jacqueline, Arlette et aux anonymes qui nous remettent leur obole chaque semaine au marché.

SOUTENEZ LE JOURNAL DES RETRAITÉS CGT DE CHAUMONT

Nom et Prénom :

Verse.....euros

REMETTRE À UN.E MILITANT.E DU SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS DE CHAUMONT



UN GÉNOCIDE EST EN COURS À GAZA

Nous reproduisons ci-dessous une partie de la déclaration que Blinne Ni Ghralaigh, avocate de l’Afrique du Sud a prononcée devant la Cour internationale de Justice. Cette déclaration a été reprise par Édith Meyer, présidente de la Ligue des Droits de l’Homme lors du quatrième rassemblement **UNE BOUGIE POUR LA PAIX** samedi 13 janvier devant la préfecture de Chaumont.

Dans cette requête, l’Afrique du Sud accuse Israël de commettre un génocide à Gaza et demande à la Cour d’émettre des injonctions immédiates, ordonnant à Israël de mettre fin aux combats.

Déclaration de Blinne Ni Ghralaigh, avocate de l’Afrique du Sud à la CIJ :

Chaque jour, 247 Palestiniens sont tués ou risquent de l’être, la plupart du temps déshabillés.

Chaque jour, 248 mères seront tuées.

Chaque jour, 117 enfants seront tués, c’est une guerre contre les enfants.

Chaque jour, plus de 3 médecins, 2 enseignants, 1 journaliste seront tués.

Chaque jour, 629 personnes seront blessées en cherchant à se protéger ou trouver un refuge.

Chaque jour, le risque de famine augmente.

Chaque jour, 10 enfants seront amputés d’une ou deux jambes souvent sans anesthésie.

Chaque jour, plus de plus de 3 900 maisons palestiniennes seront détruites ou endommagées.

Des cimetières seront bombardés, les corps exhumés, les cadavres détruits.

Chaque jour, davantage de fosses communes seront creusées.

Chaque jour, des hôpitaux, des ambulances, des médecins continueront d’être attaqués. Les intervenants qui ont passé 3 mois sans aide internationale à tenter de sortir des familles des décombres à mains nues continueront d’être pris pour cible et seront tués lors d’attaques alors qu’ils se rendent sur place pour secourir les blessés.

Des familles multi générationnelles entières seront anéanties, des enfants palestiniens deviendront des “enfants blessés sans famille” (WCNSF : Wounded child no surviving family), terme utilisé par les travailleurs humanitaires qui reflète la réalité d’un conflit dans lequel 40% des victimes sont des mineurs.

Des familles multi générationnelles entières seront anéanties, des enfants palestiniens deviendront des “enfants blessés sans famille” (WCNSF : Wounded child no surviving family), terme utilisé par les travailleurs humanitaires qui reflète la réalité d’un conflit dans lequel 40% des victimes sont des mineurs.

C’EST UNE ATTAQUE GÉNOCIDAIRE QU’ISRAËL MÈNE CONTRE LE PEUPLE PALESTINIEN.